

HUGUES PORTELLI

L'activité internationale du RPR

L'un des effets les plus surprenants de la transformation du mouvement gaulliste en un authentique parti est l'importance croissante de l'engagement international du RPR.

Cet engagement peut être illustré par quelques étapes qui marquent l'institutionnalisation de cet « internationalisme ». Tout d'abord la constitution du groupe des « Démocrates européens de Progrès », intergroupe sans prétention à l'Assemblée européenne de Strasbourg. Puis, en 1978, le véritable tournant, lorsque le RPR figure parmi les membres fondateurs de l'*Union démocratique européenne* (l'UDE). Enfin, en juin 1983, la fondation de l'*Union démocratique internationale* (UDI), précédée en juillet 1982 par une importante réunion à Paris, sous les auspices du RPR, des dirigeants des partis conservateurs du monde occidental.

Comment expliquer ce ralliement soudain du Rassemblement pour la République à cette action internationale ? Trois facteurs peuvent être avancés.

Le premier est lié à l'action même de Jacques Chirac. A partir du moment où celui-ci se lance dans une bataille politique qui débouche logiquement sur une candidature aux élections présidentielles (en 1981, et en 1988), il lui est indispensable de se doter d'une stature internationale. La mairie de Paris lui permet de recevoir tous les chefs d'Etat de passage dans la capitale, mais il lui faut montrer à l'opinion qu'il se trouve enserré dans un réseau de solidarités politiques à l'échelon européen et mondial. Or, François Mitterrand, lorsque le Parti socialiste était dans l'opposition, n'a-t-il pas montré tout le parti qui pouvait être tiré de l'adhésion

du ps à l'Internationale socialiste : rencontrant de nombreux chefs de gouvernement socialistes et sociaux-démocrates, il a su se doter d'une image et d'une légitimité internationales, mais aussi bénéficier du soutien, plus ou moins symbolique, des dirigeants et des partis de l'is à chacune des grandes échéances politiques nationales.

Le second est consécutif à l'échec de la démarche nationaliste qui a été celle du mouvement néo-gaulliste jusqu'aux élections européennes de 1979. Alors que tous ses adversaires se renforçaient en s'appuyant sur les Fédérations de partis dont ils étaient membres, le RPR s'était battu seul sur des positions outrancièrement nationalistes (celles de Michel Debré). Au lendemain des élections, totalement isolé, il n'a trouvé d'autres alliés que le Parti irlandais du Fianna Fail et le Parti poujadiste danois (Parti du progrès). De surcroît, la règle du « tourniquet » (qui a d'ailleurs totalement échoué) imposée aux élus afin d'éviter toute notabilisation européenne des députés RPR l'a empêché de conduire une activité sérieuse. Jacques Chirac ne pouvait donc être que renforcé dans sa conviction de tourner la page d'un nationalisme qui n'avait valu à sa formation que des déboires.

La troisième raison de « l'internationalisme » du RPR est liée à l'évolution même des partis politiques. On assiste en effet depuis le début des années 1970 à la redécouverte, par les partis politiques non communistes, de l'utilité de lieux de confrontation, de débats non gouvernementaux, où s'élaborent des projets, s'établissent des compromis et des arbitrages, et par où passent des réseaux d'influence plus souples que ceux de la diplomatie traditionnelle. Les Partis socialistes et démocrates-chrétiens, qui disposaient déjà d'une structure internationale et d'une solidarité idéologique-politique, ont été les premiers à relancer leurs Internationales respectives. Mais le problème se posait de façon plus aiguë pour les partis conservateurs qui ne disposaient d'aucune tradition en la matière (1).

L'initiative est venue en fait des Partis démocrates-chrétiens germaniques (CDU-CSU en Allemagne fédérale et Parti populaire autrichien) soucieux, tout en demeurant membres actifs de l'Internationale démocrate-chrétienne, de tisser des liens avec les partis modérés ou conservateurs *au pouvoir* en Europe d'abord, en Occident ensuite. La création de l'Union démocratique européenne, le 24 avril 1978, à Kleissheim (Autriche) est la première étape dans

(1) Il existe une Internationale libérale qui ne rassemble que les petits partis libéraux, notamment européens.

cette voie. L'objectif de la CDU-CSU et de l'OVP (autrichien) est de se rapprocher des Partis gaulliste et conservateur britannique, partis de Gouvernement alors que les Partis germaniques sont dans l'opposition, mais aussi de tenter de les convaincre progressivement de la justesse de l'idée européenne. Cette communauté de travail (*Arbeitsgemeinschaft*) est conçue comme complémentaire et non contradictoire des Fédérations de partis (plus idéologiques) auxquelles les différentes formations membres de l'UDE sont éventuellement adhérentes.

C'est donc dans cet esprit que le RPR s'est inséré, puis est devenu partie prenante de ces diverses initiatives. *Au niveau européen*, tout en restant isolé au sein du groupe parlementaire des démocrates européens de progrès, le RPR est devenu un membre dynamique de l'UDE. Il bénéficie en cela de l'activisme du secrétaire général autrichien de cette organisation (M. Khol), qui a réussi à imposer à l'UDE une périodicité de réunion et des groupes de travail actifs.

Les partis membres de l'UDE n'ont eu aucun mal à s'entendre sur une déclaration de principes qui résume leur attachement commun au libéralisme économique, politique et social ainsi que leur appartenance sans faille à l'Alliance atlantique. Mais le RPR, tout en adhérant sans réserve à ses principes, a pu affirmer son originalité en mettant l'accent sur certains thèmes qui lui sont propres (la « participation », la planification). Une présence systématique des responsables RPR aux réunions des commissions de travail et des instances politiques (Comité directeur, conférence des chefs de parti) a permis de tisser des liens efficaces avec les autres formations.

Les effets de cet activisme international sont connus. D'une part une accentuation de l'osmose entre la culture politique propre au RPR et celle des autres partis membres : le mouvement chiraquien a ainsi intégré progressivement tous les aspects du libéralisme économique et du pragmatisme politique. D'autre part, le RPR a rapidement infléchi dans un sens européen son discours traditionnel : la reconnaissance de la nécessité d'une communauté européenne de défense (lorsque l'on se rappelle la vigueur de l'opposition gaulliste au projet de CED) en est le dernier aspect (2).

C'est sur ces bases que Jacques Chirac a tenté en vain de lancer l'idée d'une liste unique de l'opposition aux élections européennes de 1984, l'UDF étant membre observateur de l'UDE. Le projet a échoué, mais le RPR peut se targuer désormais de ne plus être isolé

(2) Cf. le discours de J. Chirac devant la Konrad Adenauer Stiftung à Bonn le 17 octobre 1983.

sur le plan européen, les principaux partis conservateurs (au Royaume-Uni et en RFA) étant associés à lui.

Au niveau mondial, le mouvement chiraquien s'est retrouvé à l'origine de la création de l'Union démocratique internationale (UDI). Dès la réunion, tenue à Paris en juillet 1982, de l'UDE, des représentants des Partis nord-américains et du Pacifique étaient présents. A la réunion constitutive de l'UDI, à Londres, en juin 1983, les Européens ont vu adhérer le Parti républicain (représenté par G. Bush), le Parti libéral-démocratique japonais ainsi que les conservateurs australiens et canadiens.

En adaptant à l'UDI les formes d'organisation et les orientations politiques qui sont déjà celles de l'UDE, et en confiant aux Autrichiens le secrétariat de l'Union, les Européens se sont garantis un minimum d'efficacité. Déjà, un certain nombre de recherches communes sont envisagées.

Pour le RPR et son leader, l'élargissement de l'UDE à l'ensemble du monde occidental signifie l'achèvement d'une mutation.

Abandonnant sa vieille image de Parti nationaliste, le RPR devient une formation politique plus classique. Les avantages sont, bien entendu, considérables : insertion dans un réseau de partis qui sont souvent au pouvoir et qui agissent dans les principaux États occidentaux, ouverture aux problèmes mondiaux de la culture et des cadres du parti, solidarité réciproque qui sera utile lors des grandes échéances de politique intérieure. L'inconvénient est peut-être — mais il s'agit là d'un choix politique — d'aligner le RPR sur le courant conservateur occidental, en achevant de faire disparaître ce qui avait fait la spécificité du gaullisme et lui avait assuré une forte présence dans les milieux populaires. En fait, autant que l'évolution libérale-conservatrice du discours économique et social du RPR, a joué la priorité donnée par le mouvement chiraquien aux problèmes de sécurité européenne, de lutte contre la menace soviétique, avec pour effet une démarche internationale marquée toujours davantage par l'atlantisme.

Cette réorientation et cet internationalisme du RPR doivent enfin être situés par rapport à l'ensemble de l'opposition en France. Par rapport à l'UDF, qui n'est qu'observateur à l'UDE et à l'UDI et dont les membres se divisent entre plusieurs internationales (l'Internationale libérale et l'Internationale démocrate-chrétienne), le RPR semble avoir bénéficié d'une situation favorable et même privilégiée : son statut à l'UDI ne signifie-t-il pas que les grands partis conservateurs occidentaux le considèrent comme le principal Parti d'opposition en France ?

Il reste que le Parti chiraquien ne s'est pas encore installé totalement dans son nouveau statut : au sein du RPR, plusieurs équipes et responsables suivent les questions internationales et ne tiennent pas toutes le même discours. Quant au parti lui-même, il lui reste à dissiper un certain nombre d'ambiguïtés (qui tiennent peut-être aux résistances que le nouveau cours rencontrerait) que ses nouveaux partenaires n'ont pas manqué de relever.